

Janvier 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 20 janvier 92 (1992 JAF 0020)

190/ Afrique matin (1992 JAF 0020 B)

Pas de mention du Rwanda

- Journaux Afrique du 26 janvier 92 (1992 JAF 0026)

191/ Afrique midi (1992 JAF 0026 C)

P = Edmond Sadaka

P : Des combats particulièrement violents opposent depuis quelques jours l'armée rwandaise et les rebelles du FPR dans le nord du pays... Ces derniers accrochages sont apparemment lourds en pertes humaines. Monique Mas.

Pap. de Monique Mas :

«Oui, mais le bilan reste très difficile à établir. Selon Kigali, les forces gouvernementales auraient perdu une demi-douzaine d'hommes et fait plus de cent morts dans les rangs du FPR. Quant au FPR, il ne déclare que des blessés et affirme avoir dénombré une quarantaine de morts, laissés sur le terrain par l'armée rwandaise... En tout cas, les combats se poursuivent autour de Butaro depuis mercredi dernier... En tout cas, à Butaro, selon le FPR, l'objectif est aujourd'hui d'infliger à l'armée rwandaise le plus de pertes possible.»

Février 1992

P = présentateur
T = titres du journal

- Journaux Afrique du 13 février 92 (1992 JAF 0044)

192/ Afrique matin (1992 JAF 0044 B)

P = Danielle Lefèvre

P : On reparle de la formation d'un gouvernement de coalition auquel serait associée l'opposition. Le président rwandais a en tout cas repris hier les pourparlers avec douze formations politiques autorisées. C'est aux différentes Eglises du pays, catholique, protestante et adventiste du 7^{ème} jour, que l'on doit cette reprise du dialogue, un dialogue bloqué depuis deux mois.

Pap. de Muriel Pomponne :

«...La situation était bloquée depuis le 30 décembre dernier...L'Eglise a donc décidé de jouer un rôle de médiateur entre les différents protagonistes. Du côté du pouvoir, le gouvernement a finalement constitué mardi un comité de trois membres, chargé de négocier avec l'opposition. Le Premier ministre a donc accepté, en quelque sorte, de se mettre en retrait. Et du côté de l'opposition, on ne demande plus avec autant de virulence le départ de Sylvestre Nzanzimana... »

- Journaux Afrique du 21 février 92 (1992 JAF 0052)

193/ Afrique matin (1992 JAF 0052 B*)

P = Danielle Lefèvre

P : Pouvoir et opposition travaillent tant bien que mal à la mise en place d'un gouvernement d'union. De nombreuses questions à régler et, parmi elles, la présence auprès du président Habyarimana d'un conseiller militaire français.

Enrobé de Monique Mas de Kigali :

«Le président Habyarimana tient à conserver son conseiller militaire français. Il l'a fait savoir début février par une note adressée à l'ambassade de France. L'affaire s'est ébruitée, elle a fait les choux gras de la presse locale et continue d'alimenter l'indignation de l'opposition. Pour celle-ci, c'est un aveu de faiblesse du chef de l'Etat

mais aussi une ingérence française. Quant à l'ambassadeur de France, Georges Martres, il ne voit pas là une affaire. »

George Martres :

« Il s'agit essentiellement d'une fonction de conseil. En aucun cas, le lieutenant-colonel Cholet n'assume de direction opérationnelle. »

Monique Mas :

« Selon la fameuse note, le général Cholet pourra se déplacer dans les secteurs opérationnels et dans les garnisons. Quant aux 170 paras français, toujours en mission au Rwanda, ils devraient bientôt être remplacés par des fantassins de la marine. Eux aussi chargés d'assurer la protection des quelques 500 Français du Rwanda, des coopérants et des religieux pour la plupart. »

193/ Afrique matin (1992 JAF 0052 C)

P = Yves Rocle

P : Pouvoir et opposition tentent de mettre en place un gouvernement d'union. Mais il reste fort à faire. Au nombre des questions à régler, la présence auprès du président Habyarimana d'un conseiller militaire français.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 23 février 92 (1992 JAF 0054)

194/ Afrique matin (1992 JAF 0054 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Des progrès dans les discussions pouvoir-opposition pour la formation d'un gouvernement d'union. L'opposition qui détiendra le poste de Premier ministre.

P : Les négociations engagées grâce à la médiation des Eglises sur la mise en place d'un gouvernement d'union nationale entre le pouvoir et les trois partis d'opposition. Ces négociations avancent à petits pas, avec tout de même hier une avancée significative sur la question du futur Premier ministre et c'est maintenant que nous retrouvons à Kigali, Monique Mas.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

«Oui, le pouvoir a finalement accepté que le Premier ministre soit issu des rangs de l'opposition. En revanche, il entend conserver les portefeuilles de la Défense, de l'Intérieur et de l'Information, trois ministères -clés que l'opposition réclamait. Dans ses contre-propositions présentées hier, elle renonce à la Défense, s'accroche à l'Intérieur et à l'Information. Enfin, l'opposition revendique également le ministère

des Finances, en plus de celui du Plan déjà concédé par le pouvoir. Au total, le futur Premier ministre devrait disposer d'un cabinet de 17 membres. Le pouvoir aura neuf portefeuilles, l'opposition huit, plus le Premier ministre bien sûr. Unis dans une alliance, le Mouvement démocratique républicain, le MDR⁶, et le parti libéral, ont déjà fait la répartition entre les trois partis d'opposition. Le Premier ministre, ainsi que les ministres de l'Intérieur et de l'Information, iraient au MDR, qui compterait quatre membres au gouvernement, contre trois pour le parti libéral, et deux pour le parti social-démocrate, une dissidence du MDR. »

195/ Afrique midi (1992 JAF 0054 C)

P = Edmond Sadaka

P : Les négociations en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale semblent progresser. Des négociations engagées grâce à la médiation des Eglises. Un problème vient semble-t-il d'être réglé et il est de taille, celui de l'attribution du poste de futur Premier ministre. Monique Mas.

Corr. de Monique Mas de Kigali :
Diffusée le matin

196/ Afrique soir (1992 JAF 0054 D)

P = Edmond Sadaka

T = Dans la deuxième partie d'Afrique soir, le troisième volet du reportage de notre envoyée spéciale Monique Mas à Kigali.

P : Tandis que les négociations entre les autorités et l'opposition se poursuivent pour la mise sur pied d'un gouvernement de transition, les Rwandais s'impatientent.

Enrobé de Monique Mas de Kigali :

« On a pu sourire à Kigali de la dernière manifestation, une manifestation de vaches. Mais les paysans, qui les conduisaient, connaissent la disette. La famine même, plus au sud et au nord, où sévit la guerre. Les salariés ont fait, eux, leur première grève ces dernières semaines... Aujourd'hui le Rwanda attend la pluie et surtout la fin de la guerre. Mais les Rwandais sont las d'attendre le ventre vide. Quant à l'opposition, elle accuse les autorités de tout faire pour justifier un état d'urgence et museler les partis. C'est en tout cas l'avis du président du parti libéral, Justin Mugenzi. »
Justin Mugenzi :

« La guerre qui se tient à la frontière est utilisée par les pouvoirs publics pour essayer de rattraper ce qu'ils perdent sur le plan politique... Ils essayent de provoquer toute sorte d'intimidation, de désordre dans le pays et particulièrement à Kigali. Il y a des

⁶ MDR : Mouvement démocratique républicain

explosions tous les soirs, des grenades, deux, trois, dans différents coins. Le pouvoir essaye de faire interpréter ça comme des actions des Inkotanyi ou particulièrement, ils visent le parti libéral. Alors vous voyez qu'il y a des foyers de troubles partout dans le pays. Les entreprises d'Etat vont en grève. Dans les communes, les paysans sont en train de récupérer leurs terres de force. Des terres qui avaient été distribuées abusivement par cette administration à des tenants du pouvoir. Les écoles qui se mettent en grève... Il y a du désordre partout. On voit très bien l'absence du pouvoir. Et ce matin, la radio nationale a lancé quelque chose d'extraordinaire. Ils ont osé réclamer à ces négociateurs de faire vite pour mettre en place un gouvernement crédible parce que le pays s'achemine sûrement et progressivement et sûrement dans le chaos. »

Monique Mas :

« Vendredi des milliers de personnes ont encerclé le bureau communal de Taba, près de Kigali. Cela pour déposer le bourgmestre. Un scénario de plus en plus habituel dans les campagnes rwandaises. »

- Journaux Afrique du 27 février 92 (1992 JAF 0058)

196/ Afrique matin (1992 JAF 0058 B*)

P = Philippe Leymarie

T = Une religieuse française tuée par des rebelles. Il y a sept autres victimes.

P : Huit victimes dans le nord-est du Rwanda, dans l'attaque d'un village par des membres du FPR. Ca s'est passé dans la nuit de mardi à mercredi. Un centre de santé, un magasin et un couvent ont été attaqués à Rushaki, à moins de dix kilomètres de la frontière ougandaise. Parmi les victimes, une religieuse française, Renée Poppa, elle avait 87 ans. Docteur en médecine, elle était arrivée seulement l'an dernier au Rwanda, après avoir passé 38 ans au Zaïre. Le Rwanda, qui est pointé du doigt d'ailleurs, par l'association humanitaire Africa Watch. Selon un membre de cette organisation qui a séjourné dans le pays, Nicholas Jefferson, les autorités civiles locales inciteraient elles-mêmes à la violence... On ne peut pas passer Nicholas Jefferson.

197/ Afrique midi (1992 JAF 0058 C)

P = Nicolas Balique

T = Attaque rebelle au Rwanda. Huit morts, dont une religieuse française.

P : Neuf morts dans une attaque de rebelles dans le nord-est du pays. Parmi les victimes, une religieuse française de 87 ans. Et puis le Rwanda montré du doigt par

l'organisation humanitaire Africa Watch. Les autorités inciteraient elles-mêmes la violence, selon Nicholas Jefferson, qui a enquêté donc sur place pour Africa Watch. Le gouvernement rwandais affirme, lui, qu'il n'y a plus de prisonniers politiques dans son pays. Il annonce que 5 800 prisonniers viennent d'être libérés à la suite d'une amnistie générale.

Mars 1992

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 06 mars 92 (1992 JAF 0066)

198/ Afrique midi (1992 JAF 0066 C)

P = Yves Rocle

P : Le dossier d'Afrique midi. Aujourd'hui le Rwanda avec un reportage de Monique Mas dans les zones occupées par les rebelles du FPR. Première constatation de notre envoyée spéciale : les rebelles occupent bel et bien une portion du territoire rwandais. Une bande d'une profondeur de 5 à 25 km entre Ruhengeri et Mutara. Deuxième constatation : le chef de la branche armée du FPR, le major Paul Kagame n'est pas mort, contrairement à ce qu'avait annoncé la radio rwandaise. Notre envoyée spéciale l'a en effet rencontré.

Corr. de Monique Mas de Muvumba :

« Pour aller dans les maquis du FPR, à Cabrobota (?) au Rwanda, à une poignée de kilomètres de la frontière ougandaise, il faut se garder des douaniers ougandais mais aussi de l'armée rwandaise, dont les tirs de mortiers ont brûlé les collines... Depuis octobre 90, les habitants sont partis. Cabrobota n'est plus qu'une balise sur le long chemin qui conduit aux avant-postes du FPR dans cette province du Mutara, au nord-est du Rwanda... A quelques heures de marche de là, le pont sur le rivièrè Muvumba a été détruit par le FPR. Au-delà, on entre dans la zone de contacts entre les deux armées. Chaussés de bottes en caoutchouc ou de rangers prises à l'ennemi, les hommes du FPR sont équipés d'armes dépareillées. Les unes proviennent de l'armée de libération de l'Ouganda, où le vice-président du FPR Paul Kagame a gagné ses galons de major. Les autres ont été prises à l'ennemi, certaines sont encore neuves. Les morts ne sont pas vraiment comptabilisés mais les camps de réfugiés restent des viviers prodigés, d'autres soldats sont venus des quatre coins du Rwanda. Ils arrivent aussi assez souvent, sur les champs de bataille, que les jeunes recrues de l'armée rwandaise passent au FPR. »

P : Nous écoutons maintenant Alexis Kanyarengwe. Il est président du FPR. Il répond bien sûr aux questions de notre envoyée spéciale Monique Mas.

Itw d'Alexis Kanyarengwe, président du FPR (Monique Mas) :

« Je suis avec le ... pour libérer le Rwanda, pour que chaque Rwandais puissent retrouver sa liberté et sa citoyenneté. Après tout dépendra, parce que la politique,

c'est une très bonne chose mais nous avons une jeunesse qui doit prendre la relève le plus tôt possible. Et je suis très content que maintenant la jeunesse rwandaise est très consciente qu'ils ont été trompés par les... politiciens.

(Q. de M.M. : est-ce vous avez apporté vous-même vos propres troupes dans cette guerre ?)

Ca a été une spontanéité, une volonté de chaque jeune gens rwandais... sans qu'il y ait une préparation pour engager une guerre. Lorsqu'il a été constaté que par les voies politiques, il était impossible de discuter avec le gouvernement de Kigali.

(Q. de M.M. : alors Kigali continue de présenter le FPR comme une affaire tutsie, est-ce que, à vous-même et à d'autres dans les troupes, ça ne pose pas un problème de se battre sous l'intitulé Inkonyati ?)

Pas du tout parce que ces appellations, ces allégations du gouvernement rwandais, ne sont que de simples prétextes. Le FP est un mouvement qui rassemble toutes les couches de la société rwandaise... Ce prétexte a servi à plusieurs gouvernements avant... Tant que le gouvernement rwandais considère l'affaire Hutu-Tutsi, aucune solution ne pourra jamais être trouvée. Et je pense que le problème actuel, c'est le problème de tous les Rwandais, sans que ce soit tel ou tel groupe social de la population.

(Q. de M.M. : est-ce qu'il y a une solution militaire à ce problème, est-ce que les négociations constituent la seule voie, est-ce que dans l'immédiat vous avez une stratégie en ce qui concerne les négociations ?)

Ecoutez, au déclenchement de la guerre, le but n'était pas de gagner par les armes. Le but était de sensibiliser l'opinion nationale rwandaise, les pays voisins et l'opinion internationale. Ce que d'ailleurs, nous avons réussi parce que deux jours après, la France, la Belgique, les pays de la région qui ont accouru, ont arrêtés toute une série de mesures que le gouvernement rwandais n'a jamais voulu mettre en application. Au contraire, le processus de recherche de paix, à chaque fois, il parvenait à trouver une justification pour le contourner.

(Q. de M.M. : vous considérez que finalement vous ne pouvez négocier valablement qu'avec Habyarimana soi-même ?)

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est lui qui l'a déjà déclaré le 30 septembre de l'année passée...

(Q. de M.M. : qu'est-ce que vous demandez exactement, certainement en terme de revendications générales mais aussi en terme de garanties ?)

Nous avons déjà fait des propositions au gouvernement rwandais. Nous sommes d'accord avec le cessez le feu mais qu'il soit suivi directement par des négociations... »

199/ Afrique soir (1992 JAF 0066 D)

P = Yves Rocle

P : La suite du reportage de Monique Mas au Rwanda. Monique Mas s'est rendue dans les zones tenues par les rebelles près de la frontière avec l'Ouganda.

Enrobé de Monique Mas de Muvumba :

Chants

« Les Inkotanyi chantent la nostalgie du Rwanda ou l'ardeur au combat mais aussi la fraternité entre Hutus et Tutsis. Les Inkotanyi se sont les « meilleurs » en kinyarwanda, jadis choisis pour former le corps d'élite de l'armée royale. Une preuve selon les autorités rwandaises que le FPR n'est qu'un groupe de revanchards monarchistes tutsis venus d'Ouganda pour attaquer le pays en octobre 90. Mais aujourd'hui, c'est bien sur le territoire rwandais, tout près de Muvumba, dans la province nord du Mutara, que les Inkotanyi chantent la gloire de leur chef, celle du président du FPR, le colonel Alexis Kanayarengwe, un Hutu accusé en 80 de tentative de coup d'Etat. Gloire aussi du major Paul Kagame, le Tutsi, réfugié comme des centaines de milliers d'autres depuis plus de trente ans en Ouganda ou ailleurs. C'est vrai, Paul Kagame a gagné ses galons de major dans l'armée de libération nationale ougandaise qui a pris Kampala derrière Yoweri Museveni en 87. Mais aujourd'hui, c'est lui qui commande l'armée de libération du Rwanda, la branche armée du FPR. Et pour Paul Kagame, l'exil comme le retour des réfugiés sont d'abord une question de démocratie.

Paul Kagame (en anglais/trad. en surimp.) :

« La vraie question est celle de la démocratie dans notre pays et celle de l'unité nationale. Il y a aussi le problème des Rwandais obligés de rester à l'extérieur du pays, en tant que réfugiés. Et le gouvernement ne s'est jamais consacré à ce problème. Notre objectif est double. D'abord utiliser la pression militaire pour résoudre ces problèmes politiques. Si le gouvernement ne peut pas résoudre ces problèmes très graves, nous devons accentuer les pressions militaires jusqu'au renversement du régime. Si nous pouvons discuter et examiner comment résoudre les problèmes, nous sommes prêts à rencontrer le gouvernement et à arrêter les combats.

Monique Mas :

Le FPR compte aujourd'hui plusieurs milliers de combattants, de toutes conditions sociales et de toutes origines ethniques. Certains ont abandonné de prospères affaires en Europe, beaucoup sont venus des pays voisins du Rwanda, où ils croupissaient dans des camps de réfugiés. Mais riches ou pauvres, tous sont décidés à en finir avec le statut de réfugiés ou à en découdre pour la démocratie. Et puis, il y a les prisonniers politiques libérés par le FPR de la prison de Ruhengeri en janvier 91. Parmi eux, un ancien commandant de l'armée rwandaise, Stanislas Biseruka. Originaire de Gisenyi, il a été tenu au secret pendant dix ans. Il accuse le président Habyarimana de jouer sur les clans régionaux au sein de l'armée essentiellement hutue. Dans les rangs du FPR, on parle c'est vrai anglais mais aussi français et surtout, tout le monde parle kinyarwanda. Et puis, en octobre 90, l'offensive militaire du FPR a posé la question des réfugiés sur la scène internationale. Le FPR est dirigé donc par le colonel Alexis Kanyarengwe, une autre page d'histoire du régime d'Habyarimana. Un régime qui a du se résoudre au multipartisme. Or, du côté des partis d'opposition, qui réproouvent ou non l'action militaire du FPR, tous sont d'accord pour y voir une question rwando-rwandaise. »

- Journaux Afrique du 07 mars 92 (1992 JAF 0067)

200/ Afrique matin (1992 JAF 0067 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Des affrontements entre Hutus et Tutsis à l'est de Kigali. A l'origine, des tracts appelant aux règlements de compte et diffusés par la radio nationale.

P : Afrique centrale. Avec cette question. Existe-t-il une fatalité qui fait qu'au Rwanda les deux tribus, les Hutus et les Tutsis, n'ont qu'une idée en tête : prendre le pas sur l'autre y compris par la violence. En tout cas, une nouvelle fois, des affrontements ethniques viennent de se déclencher au sud-est de Kigali. Plus précisément à Nyamata, où des paysans hutus s'en sont pris à des paysans tutsis. Il y aurait cinq morts, 2 000 personnes, des Tutsis, se sont réfugiées dans les églises et les écoles de la région. Le pire de l'histoire, c'est que tout est parti de tracts appelant à la violence et diffusés sur les ondes de la radio nationale. Le point avec Muriel Pomponne.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Des militaires rwandais sont arrivés hier matin dans la région. D'après les témoignages que nous avons recueillis, ils ne semblent pas avoir empêché la poursuite des affrontements. En revanche, la paroisse serait désormais entourée par l'armée, empêchant ainsi les paysans tutsis de venir trouver refuge dans les églises. Apparemment, cette flambée de violence est née à la suite d'une distribution de tracts répercutés en français et en kinyarwanda sur les ondes de la radio nationale. Ces tracts accusent la direction du parti libéral d'être en réalité l'état major du FPR. Et ce parti aurait établi une liste de personnalités hutues à abattre. Certaines sont membres d'un autre parti d'opposition, le MDR. Les deux partis, PL et MDR, ont signé ensemble un démenti. Mais apparemment, la peur avait déjà gagné certains esprits hutus. Dans la région de Bugesera, où ont eu lieu les affrontements, les Tutsis sont plus nombreux qu'ailleurs, même s'ils sont encore minoritaires. Il semble donc que les paysans hutus s'en sont pris aux Tutsis par peur d'être eux-mêmes attaqués. »

201/ Afrique midi (1992 JAF 0067 C)

P = Edmond Sadaka

T = Des affrontements entre Hutus et Tutsis à l'est de la capitale. A l'origine, des tracts lus sur la radio nationale.

P : La violence qui a enflammé hier les collines de Kanzenze, à 40 km à l'est de Kigali, continue. De très bonnes sources, on affirme qu'il y aurait au moins 7 morts. Les populations tutsies pourchassées par des bandes de Hutus fuient pour se réfugier dans la paroisse de Nyamata. 2 000 personnes y auraient déjà trouvé refuge mais le flux n'a pas cessé au cours des dernières heures. L'opposition était en réunion hier

avec les autorités...Les partis d'opposition ont fait part au ministre de l'Intérieur de leur indignation devant ces massacres interethniques.

Itw de Stanislas Mbonampeka, membre du parti libéral (Sophie Malibeaux) :

«Le ministre de l'Intérieur nous a dit qu'il a envoyé une commission là-bas pour essayer de calmer la population...aujourd'hui, ce qu'il en est, c'est qu'on nous parle de sept morts, d'incendies encore en cours ce matin. »

P : Revenons avec vous Muriel Pomponne sur l'origine de ces affrontements. Tout est parti de tracts appelant à la violence diffusés sur les ondes de la radio nationale.

Pap. de Muriel Pomponne :
Diffusé le matin

202/ Afrique soir (1992 JAF 0067 D)

P = Edmond Sadaka

T = Affrontements interethniques entre Hutus et Tutsis. Au moins 20 morts et des milliers de réfugiés. Explications dans un instant de Monique Mas.

P : La violence qui a enflammé hier les collines de Kandzeze continue. Les victimes sont nombreuses. Les populations tutsies pourchassées par des habitants hutus fuient la région par milliers et se réfugient dans des églises...

Pap. de Monique Mas :

«Il y a une vingtaine de morts à la morgue de Nyamata. Mais beaucoup d'autres seraient encore dans les habitations et les champs dévastés et brûlés. Entre 3 et 4 000 personnes se sont déjà réfugiées dans la mission...une soixantaine de personnes auraient déjà été arrêtées bâtons et machettes à la main...en tout cas, les partis d'opposition ont demandé aux autorités de diffuser un message d'apaisement sur les ondes de la radio nationale. Un message qui semble tarder à venir. »

P : Je précise que vous rentrez tout juste du Rwanda où vous avez passé une quinzaine de jours. Nous essaierons avec vous de mieux comprendre les raisons des affrontements qui se déroulent en ce moment. Vous vous êtes rendu aussi bien dans les régions contrôlées par le pouvoir que dans celles contrôlées par les rebelles.

Invité d'Afrique soir : Monique Mas

(Q. d'E.S. : comment expliquer dans le contexte actuel ces affrontements ?)

En tout cas, on peut constater que le 3 mars dernier radio Kigali a très, très longuement commenté en kinyarwanda et en français des tracts, qui émaneraient selon elle d'une mystérieuse organisation basée à Nairobi. Une organisation qui ferait le pont entre le FPR et l'un des principaux partis d'opposition à l'intérieur du Rwanda, le parti libéral. Le PL, qui est depuis un moment la cible des autorités rwandaises, qui l'accusent de collusion avec le FPR. Selon ces fameux tracts, elle

comporterait une liste de personnalités à abattre, des ministres mais aussi des personnalités de l'autre parti d'opposition, le MDR. Pour sa part, le MDR affirme avoir mené l'enquête, déclare que ces tracts sont faux. Il accuse les autorités d'avoir monté toute cette affaire... L'un des leaders du PL, qui appartient à la commune de Nyamata, où se déroulent les troubles, est actuellement au cachot, tenu au secret.

(Q. d'E.S. : il faut rappeler que ces incidents se déroulent sur fond de guerre...)

On peut noter qu'après le déclenchement de cette guerre, en octobre 90, il y a eu un massacre de Bayma (?), des Tutsis qui sont installés pas très loin, au nord-ouest de Kigali. Il y aurait 850 personnes tuées selon les autorités. Et puis en janvier 91, après que le FPR ait tenu pendant une journée la ville de Ruhengeri, il y aurait eu un autre massacre, cette fois, des Bagogwe, qui sont également des Tutsis. Toujours selon les autorités, 1 300 personnes auraient trouvé la mort. Tout cela est consigné dans un rapport d'une commission envoyée sur place à la fin de l'année dernière par la CEE. Un rapport qui a fait l'objet d'une résolution qui recommande un cessez le feu avec le FPR mais qui demande également le retrait des troupes étrangères du Rwanda. Et là, il faut quand même se rappeler qu'il y a des troupes françaises au Rwanda.

(Q. d'E.S. : ces troupes françaises au Rwanda, quel est leur nombre, quel est leur rôle exactement ?)

Il y aurait une compagnie plus son encadrement peu ou prou à Kigali, c'est-à-dire grosso modo 170 hommes. Mais il y a surtout une cinquantaine d'instructeurs français. Et là, puisque je suis passée dans la région du Mutara, tout près des champs de bataille, j'ai pu voir des instructeurs français formant de jeunes recrues, au moins un bataillon, des centaines de jeunes recrues des forces gouvernementales rwandaises, qui font la guerre au nord du pays au FPR. »

P : La situation au Rwanda, où se poursuivent des affrontements interethniques qui auraient fait, selon un dernier décompte, une vingtaine de tués.

- Journaux Afrique du 08 mars 92 (1992 JAF 0068)

203/ Afrique matin (1992 JAF 0068 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Poursuite des affrontements interethniques dans la région frontalière du Burundi et déjà plusieurs dizaines de morts.

P : Situation toujours tendue... Le scénario de jeudi soir, incendies et pillages de maisons de la minorité tutsie par des membres de la majorité hutue semble se reproduire nuit après nuit malgré une présence militaire apparemment peu efficace. Bien sûr, les bilans s'alourdissent d'heure en heure. Pourtant, le pouvoir de Kigali ne paraît guère pressé de calmer le jeu.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

204/ Afrique midi (1992 JAF 0068 C)

P = Edmond Sadaka

T = Couvre-feu après les affrontements tribaux de ces deux derniers jours. Les morts se compteraient par dizaines.

P : Tensions toujours très vives à Kanzenze, au sud de la capitale. Les affrontements entre ethnies rivales, entre Hutus et Tutsis, depuis 48 h ont fait des dizaines de morts. Des milliers d'habitants tutsis ont fui les villages pour éviter les massacres mais le flux de ces réfugiés s'est nettement ralenti depuis hier soir.

Pap. de Sophie Malibeaux :

«On signale encore des maisons en flammes dans les collines mais depuis hier soir il n'y aurait pas eu de nouvelles arrivées de réfugiés. Il faut dire qu'ils sont déjà 4 à 6 000 à avoir fui depuis le 4 mars dernier. La plupart ont trouvé abri dans la paroisse de Nyamata...On recense actuellement une vingtaine de cadavres. On parle de dizaines d'autres victimes restées dans les collines. Difficile de mesurer l'efficacité du dispositif mis en place par les autorités pour arrêter le massacre. Dans les rangs de l'opposition, on reste très sceptique devant l'ardeur à présent déployé par les autorités. Il y a bien eu une soixantaine d'arrestations, des gendarmes ont été postés dans les collines et les autorités ont donné des consignes aux pouvoirs locaux pour ramener l'ordre...Le ministre de l'Intérieur a lancé un appel au calme et à la réconciliation mais l'opposition lui reproche avant tout d'avoir laissé diffuser le tract qui serait à l'origine de ce nouveau massacre de Tutsis. L'opposition décline la paternité d'un tel document. Un tract particulièrement virulent à l'égard du pouvoir en place et de l'ethnie hutue. Le calme semble être revenu à plusieurs endroits mais un couvre-feu vient d'être décrété de 18h à 6h heure locale pour éviter la contagion de ces tensions aux autres régions du sud du Rwanda. »

P : Rappelons que la population rwandaise est composée en majorité de Hutus et que le pays est dirigé par cette communauté. Au Burundi, pays voisin, ce sont les Tutsis, bien que minoritaires, qui dirigent le pays.

205/ Afrique soir (1992 JAF 0068 D)

P = Edmond Sadaka

T = Couvre-feu dans le sud en raison de troubles interethniques. Interview du Premier ministre rwandais Sylvestre Nzanzimana.

P : ...Les Tutsis fuient la région par milliers. Leurs habitations sont pillées et incendiées par les Hutus. L'opposition accuse les autorités de ne rien faire pour éviter ces massacres.

Pap. de Sophie Malibeaux :

« ...C'est surtout l'efficacité du dispositif mis en place par les autorités qui est mis en cause. Il y a bien eu une soixantaine d'arrestations de jeunes incendiaires... Des mesures qui ne suffisent pas à apaiser les craintes des Tutsis rescapés. Scepticisme partagé par l'opposition. L'opposition qui signale avoir vu des membres du mouvement des jeunesses du parti au pouvoir embarqués dans des camionnettes et acheminés sur les lieux du massacre, armés de machettes, gourdins et barres de fer... L'opposition accuse le pouvoir de n'avoir rien fait pour empêcher le massacre. »

Itw du Premier ministre rwandais Sylvestre Nanzimana (Sophie Malibeaux) :

« C'est malheureux que le tract est passé sur les antennes de la radio nationale. J'ai du blâmer le fonctionnaire responsable. Mais ça aura plutôt servi d'occasion, plutôt que de cause. En tout cas, ça ne serait pas la seule cause, si ça en était une, de ce qui s'est déclenché là-bas.

(Q. de S.M. : mais au moins les conséquences sont extrêmement graves puisqu'on parle de plusieurs dizaines de morts ?)

Oui, les conséquences sont très graves. On m'a parlé de huit morts hier soir, après on m'a parlé de quinze, maintenant on parle de vingt mais j'attends d'avoir un bilan définitif...

(Q. de S.M. : est-ce que vous envisagez de mettre en place des commissions d'enquête pour savoir plus précisément qui est à l'origine du massacre ?)

Mais je vous ai dit que le parquet sur place mène des enquêtes. »

- Journaux Afrique du 09 mars 92 (1992 JAF 0069)

206/ Afrique matin (1992 JAF 0069 B)

P = Danielle Lefèvre

T = Les autorités décrètent le couvre feu dans la région touchée par les affrontements interethniques. L'opposition reproche au pouvoir son manque d'efficacité pour juguler ces troubles.

P : ...La tendance semble être à la stabilisation de la situation. Oh, une situation pas des plus réjouissantes, quelque 6 000 Tutsis qui ont fui leur maison après les exactions commises par les Hutus, l'ethnie majoritaire...

Pap. de Sophie Malibeaux :

Diffusé la veille au soir

P : Le Premier ministre rwandais concède, pour le regretter d'ailleurs, que la diffusion de ces tracts a bien servi de détonateur mais pour lui, il y a aussi d'autres raisons à ce regain de tension entre les deux ethnies du pays mais il n'a pas dit lesquelles.

Itw du Premier ministre rwandais Sylvestre Nzanzimana (Sophie Malibeaux) :
Diffusée la veille au soir

P : Monsieur Nzanzimana qui a profité de l'occasion pour répondre à ceux qui accusent le gouvernement de laxisme.

Suite de l'itw de Sylvestre Nzanzimana (Sophie Malibeaux) :

« J'ai demandé au ministre de la Justice de dépêcher le secrétaire général du ministère de la Justice et les autorités du parquet de Kigali pour renforcer le parquet du lieu, afin d'arrêter les malfaiteurs. En même temps, j'ai demandé au ministère de la Défense nationale de renforcer les forces de maintien de l'ordre... »

(Q. de S.M. : comment se fait-il que pour l'instant les choses ne soient pas rentrées dans l'ordre avec un dispositif pareil ?)

L'habitat est très étendu. Il faut aller par monts et par vaux pour poursuivre les personnes qui veulent se livrer à des incendies ou à des vols de bétail. Et ce ne se fait pas si facilement. Ici tout se fait à pied. »

207/ Afrique midi (1992 JAF 0069 C)

P = Edmond Sadaka

T = Etat de siège dans le sud-est du pays en raison des troubles interethniques.

P : ...C'est dans cette région qu'ont éclaté en milieu de semaine dernière des troubles à caractère ethnique entre Hutus et Tutsis. L'état de siège s'accompagne de mesures interdisant le port d'armes, les attroupements et la tenue de réunions politiques. Quant au bilan de ces violences ethniques, tout laisse à penser qu'il est beaucoup plus important qu'annoncé précédemment. Des sources diplomatiques et humanitaires confirment déjà la mort de 45 personnes et avancent le chiffre de 7 000 réfugiés. Dans la seconde partie du journal, nous recevons l'ambassadeur de France à Kigali, Georges Martres.

Pap. de Monique Mas :

« Pour ce qui est des réfugiés, ils en arrivent toujours. Certains sont blessés voire mutilés... La Croix rouge s'apprête à aller dans les collines pour faire une évaluation... Après la localité de Nyamata, c'est celle de Rilima, à une trentaine de km à l'est, qui est touchée. La gendarmerie rwandaise a donc été envoyée sur place samedi, soit un jour seulement après le déclenchement de ces pogroms. Des pogroms que les centaines de gendarmes rwandais paraissent avoir les plus grandes difficultés à arrêter. En tout cas, le Premier ministre a finalement reconnu la responsabilité de la radio nationale dans ces affrontements... L'opposition accuse également la France de laisser ses massacres se dérouler sous ses yeux. Il faut savoir que depuis octobre 90, une cinquantaine de coopérants militaires français instruisent l'armée et la gendarmerie rwandaise et cela dans la guerre qui les oppose au nord du pays au FPR. Le FPR présenté lui aussi par le pouvoir comme Tutsi malgré sa composante

hutu. Et rien n'est indifférent dans cette affaire. La France dispose également d'une compagnie à Kigali. Elle justifie sa présence par des pressions qu'elle exercerait sur le régime en faveur de la démocratisation. Elle la justifie aussi par l'argument humanitaire. Mais en tout cas pour l'heure, l'ambassadeur de France s'apprête à exprimer son inquiétude aux autorités mais quant à l'appui des troupes françaises au régime, il n'est pas remis en question. »

Itw de George Martres, ambassadeur de France à Kigali (Monique Mas) :

« Effectivement, les forces de l'ordre ont été envoyées, du moins de Kigali, que le lendemain. Selon les informations que nous avons, le calme commence à être rétabli dans la commune de Kanzenze mais ne l'est toujours pas dans celle de Gachora, à l'est de Kanzenze.

(Q. de M.M. : les troupes françaises sont présentes au Rwanda et vous-même, je vous avais rencontré il y a peu, vous m'aviez avancé l'argument humanitaire pour justifier la présence de ces troupes françaises. Comment se fait-il qu'elles n'interviennent pas, comment se fait-il que ce massacre puisse se dérouler devant les yeux de la France ?)

Effectivement, les troupes françaises sont présentes au Rwanda. Bon, elles sont présentes à Kigali et dans un nombre limité. Nous n'avons ici qu'une compagnie. Leur mission n'a pas changé depuis plus d'un an. C'est la protection des ressortissants français. Pour leur assigner un autre objectif, pour leur faire accomplir une tâche humanitaire au bénéfice de l'ensemble de la population rwandaise, et notamment à l'égard des événements qui se déroulent en ce moment, il faudrait qu'elles reçoivent d'autres instructions qu'elles n'ont pas pour le moment.

(Q. de M.M. : alors justement, il y a aussi cinquante coopérants militaires qui instruisent la gendarmerie et l'armée rwandaise dans le cadre du conflit qui se déroule au nord. Est-ce qu'il n'y a pas une certaine responsabilité de la France, dans peut-être, l'insuccès des troupes rwandaises qui sont actuellement censées rétablir l'ordre ?)

Les conseillers militaires français que nous avons ici, aussi bien auprès de l'armée qu'auprès de la gendarmerie, n'exercent qu'une tâche d'instruction. Si l'on peut porter des critiques sur le comportement des troupes rwandaises ou des forces de l'ordre rwandaises, en tout état de cause, nos militaires ne sont pas concernés. Ils ont fait ce qu'ils ont pu pour accomplir leur tâche d'instruction et de formation mais en aucun cas, ils n'ont été directement impliqués dans le fonctionnement de cette armée ou de cette gendarmerie.

(Q. de M.M. : donc, s'il n'y a pas d'engagement militaire français pour rétablir l'ordre, est-ce qu'il y a une position française et une action française au niveau de l'humanitaire, c'est-à-dire pour soigner ces gens, pour les aider, ou quoi que ce soit ?)

Nous nous sommes réunis hier à Kigali entre ambassadeurs de la communauté occidentale pour examiner les démarches que nous pourrions faire et nous envisageons, si nos gouvernements sont d'accord, d'intervenir dès le début de cette semaine auprès du gouvernement rwandais pour lui exprimer notre vive inquiétude, pour lui demander de nous expliquer les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à ces exactions et surtout pour appeler son intention sur l'importance que ces

événements pourraient avoir sur l'aide internationale, plus particulièrement occidentale que nous apportons au Rwanda.

(Q. de M.M. : c'est quand même le troisième massacre qui intervient au Rwanda depuis octobre 90, c'est-à-dire aussi depuis que les troupes françaises sont présentes sur place. D'autre part, il semble que ce massacre soit intervenu après une longue campagne radio diffusée dans laquelle la radio nationale faisait état d'une liste de personnalités à abattre, dressée par des partis d'opposition et visant des Hutus. Est-ce que vous voyez les choses comme ça ? Quelle est votre position là-dessus ?)

Il est exact que cette campagne a été extrêmement vive dans les jours qui ont précédé ces événements. Il y avait des tensions, qui de toute façon existaient depuis longtemps. Il y a eu effectivement une aggravation des conflits entre d'une part, le parti libéral, qui est considéré ici, à tort ou à raison, comme le porte-parole de la population tutsie, et les éléments les plus durs de l'ancien parti unique, le MRND. Tout ceci a effectivement culminé lorsque la radio nationale rwandaise, de manière tout à fait fâcheuse, a publié la lettre dont vous parlez, qui était une lettre qui donnait des noms de personnes menacées d'assassinat en indiquant des coupables potentiels. Ce qui effectivement était tout à fait alarmant pour la population.

(Q. de M.M. : une lettre fabriquée de toute pièce selon l'opposition et notamment selon un des deux partis...)

Notre avis, si elle n'est pas fabriquée de toute pièce, en tout état de cause, est qu'elle émane d'un comité dont nous n'avons jamais entendu parler avant.

(Q. de M.M. : donc, tout ça quand même n'est pas de nature à ressembler à un processus démocratique. Est-ce que l'attitude la France va changer après ce massacre ?)

Que ce ne soit pas de nature à favoriser un processus démocratique, certes, mais le processus, que vous aviez vous-même annoncé comme parvenu à terme. Puisque je me souviens d'une communication que vous aviez faite selon laquelle, un gouvernement de transition avait été constitué au Rwanda. Ce processus n'était malheureusement pas loin d'aboutir. Vos informations n'étaient pas tout à fait inexacts. Il n'était pas loin d'aboutir au moment où ces événements ont éclaté et nous espérons toujours qu'il va se poursuivre. La communauté diplomatique compte poursuivre ses pressions sur le gouvernement rwandais pour que la conciliation qui était, à notre avis, bien avancée finisse par aboutir.

(Q. de M.M. : donc pressions sur le gouvernement rwandais mais également soutien à l'armée rwandaise ?)

Soutien à l'armée rwandaise, je vous ai déjà expliqué comment nous la concevions. Le soutien à l'armée rwandaise est un soutien technique, un soutien de formateurs et d'instructeurs comme nous apportons à d'autres armées d'Afrique et d'ailleurs à des armées de pays voisins comme le Burundi. Il n'y a pas de différence dans notre soutien technique au Rwanda par rapport au soutien que nous apportons dans d'autres pays de ce que nous appelons la zone du champ. »

208/ Afrique soir (1992 JAF 0069 D)

P = Edmond Sadaka

Pap. de Monique Mas :

Diffusé à midi

Itw de George Martres, ambassadeur de France à Kigali (Monique Mas) :

Extrait diffusé :

« Effectivement, les troupes françaises sont présentes au Rwanda. Bon, elles sont présentes à Kigali et dans un nombre limité. Nous n'avons ici qu'une compagnie. Leur mission n'a pas changé depuis plus d'un an. C'est la protection des ressortissants français. Pour leur assigner un autre objectif, pour leur faire accomplir une tâche humanitaire au bénéfice de l'ensemble de la population rwandaise, et notamment à l'égard des événements qui se déroulent en ce moment, il faudrait qu'elles reçoivent d'autres instructions qu'elles n'ont pas pour le moment. Les conseillers militaires français que nous avons ici, aussi bien auprès de l'armée qu'auprès de la gendarmerie, n'exercent qu'une tâche d'instruction. Si l'on peut porter des critiques sur le comportement des troupes rwandaises ou des forces de l'ordre rwandaises, en tout état de cause, nos militaires ne sont pas concernés. Ils ont fait ce qu'ils ont pu pour accomplir leur tâche d'instruction et de formation mais en aucun cas, ils n'ont été directement impliqués dans le fonctionnement de cette armée ou de cette gendarmerie. »

P : J'ajoute encore que de nombreux réfugiés qui fuient les massacres sont blessés voire mutilés. Les missionnaires qui les accueillent sont semble-t-il débordés.

- Journaux Afrique du 10 mars 92 (1992 JAF 0070)

209/ Afrique matin (1992 JAF 0070 B*)

P = Danielle Lefèvre

P : Une semaine après le début des troubles interethniques, des troubles dont les Tutsis, l'ethnie minoritaire, font les frais. Une sorte de statu quo s'est instaurée. Pour éviter tout nouveau dérapage, les autorités ont déclaré l'état de siège dans la région. Les chiffres des victimes augmentent. On frise aujourd'hui la cinquantaine... Les partis d'opposition, le parti libéral, le parti socialiste et le MPR, ont tenu hier une conférence de presse pour condamner l'attitude du gouvernement.

Itw de Lando Ndaswinga, premier vice-président du parti libéral (Farida Ayari) :

« L'objet de la conférence a été de condamner vigoureusement ces troubles, ces exactions et certainement de condamner aussi la faiblesse, l'incapacité du gouvernement à finir rapidement cette crise.

(Q. de F.A. : alors il semble que vous avancez à grands pas, l'opposition et le gouvernement, dans la préparation d'un gouvernement de transition ?)

...Le point d'achoppement pour le moment c'est la répartition des portefeuilles... »

P : A signaler que le ministre belge des Affaires étrangères a demandé à son ambassadeur au Rwanda de se rendre dans la région touchée par les troubles. C'est la première réaction occidentale sur la situation au Rwanda.

210/ Afrique midi (1992 JAF 0070 C)

P = Diane Shenouda (?)

T = Poursuite des violences entre Tutsis et Hutus. Bilan officiel : 35 morts mais l'opposition parle de centaines de victimes.

P : Les violences contre les Tutsis se poursuivent. Selon des témoins, l'italienne Antonia Locatelli, missionnaire à Nyamata, a été tuée par balle cette nuit par des soldats, chargés apparemment de protéger les réfugiés de l'église de Kanzenze.

Pap. d'Addala Benraad :

« Depuis le début des massacres dans la région, elle était chargée de l'accueil des réfugiés tutsis. Son logement était rempli de réfugiés, femmes et enfants, n'ayant pas trouvé de place à l'église et dans les salles de classe déjà bondées. Elle nous informait au fil des heures du développement de la tragédie. Et c'est grâce à son témoignage que nous avons su notamment que les militaires encerclaient l'église de Nyamata pour empêcher les rescapés de s'y rendre. Une association humanitaire nous a confirmé que le ministre de l'Intérieur interdisait à la population de Kigali d'aller chercher les membres de leurs familles sinistrées ou d'enterrer leurs morts. Selon d'autres informations, le conflit s'étendrait à d'autres communes du sud-est de la capitale ainsi que dans le nord-ouest, près de la ville de Gisenyi... Les partis d'opposition rwandais s'étonnent du silence de la France... La Belgique invite la CEE à faire pression sur le Rwanda. »

- Journaux Afrique du 12 mars 92 (1992 JAF 0072)

211/ Afrique matin (1992 JAF 0072 B*)

P = Philippe Quillorier

T = La communauté européenne s'inquiète des affrontements entre communautés hutue et tutsie. Le bilan s'alourdit. 60 morts selon le gouvernement, 450 selon le FPR.

P : Depuis quelques temps, la violence est telle que la communauté européenne a exprimé sa préoccupation au cours d'une rencontre hier avec le chef de l'Etat rwandais. Il a mis en cause le FPR dans ces affrontements entre communautés.

Pap. de Monique Mas :

« Dans un mémorandum, les diplomates européens demandent au président Habyarimana de mettre fin aux troubles qui se poursuivent dans le pays... Ils réclament une enquête impartiale... Enfin, ils ont indiqué que seule la création rapide d'un gouvernement pluripartite serait de nature à ramener la paix dans le pays. Mais justement, le président rwandais considère, lui, que le multipartisme est l'une des causes de ces troubles... Le FPR, sur lequel le président Habyarimana rejette l'essentiel de la responsabilité de ces affrontements qui ont, quand même, lieu entre populations civiles hutu et tutsi. Alors décidément, on le voit, le président Habyarimana a bien des difficultés à sortir de l'argument ethnique. »

- Journaux Afrique du 14 mars 92 (1992 JAF 0074)

212/ Afrique matin (1992 JAF 0074 B)

P = Philippe Leymarie

T = Les partis signent un protocole d'entente pour la formation d'un gouvernement de transition.

P : Trois partis de l'opposition, le MDR, le PL et le parti socialiste démocratique, ont signé un protocole d'entente avec le parti au pouvoir, le MRND. Ce programme repose sur sept points.

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Sept points qui réclament notamment l'ouverture de négociations de paix, l'organisation d'un débat sur la question de la conférence nationale... Autres points fondamentaux, la question des réfugiés et l'organisation d'élections générales... Les parties signataires se sont également entendues pour pouvoir proposer dès aujourd'hui un ou plusieurs candidats au poste de Premier ministre... En clair, pour l'opposition, le Premier ministre devrait être choisi au sein du MDR... »

- Journaux Afrique du 15 mars 92 (1992 JAF 0075)

213/ Afrique midi (1992 JAF 0075 C)

P = Edmond Sadaka

P : L'insécurité continue de régner dans plusieurs régions, après les récentes attaques de Hutus qui ont fait plusieurs centaines de morts, selon des sources diplomatiques. Pour l'instant, des milliers de membres de l'ethnie tutsi attendent les secours. La peur empêche ces personnes déplacées de regagner leur lieu d'habitation.

Pap. de Sophie Malibeaux :

«...La peur se communique d'une région à l'autre...Les témoignages qui circulent à présent sont horribles. En début de semaine, on a trouvé à Kanzenze 19 personnes la tête coupée ou enfoncée par des massues. Personne n'ose désigner les responsables mais beaucoup de témoignages concordent. Ils mettent en cause de jeunes extrémistes de l'ex-parti unique toujours au pouvoir. Au ministère de l'Intérieur, on affirme que 500 personnes ont été arrêtées... »

- Journaux Afrique du 17 mars 92 (1992 JAF 0077)

214/ Afrique midi (1992 JAF 0077 C)

P = Diane Shenouda

P : Les associations humanitaires reviennent d'une nouvelle mission d'évaluation dans le Bugesera, où des violences ont éclaté la semaine dernière. Le bilan des morts et des réfugiés a été réévalué à la hausse. Et la situation alimentaire et sanitaire sur place est extrêmement critique.

Pap. de Monique Mas :

«Il y aurait au moins 15 000 réfugiés et les associations humanitaires locales ont dénombré quelques 300 morts, contre 60 selon les autorités. Un bilan provisoire car les lacs et les rivières de la région n'ont pas encore rendu tous les corps...Au centre du pays, le couvre-feu est en vigueur à Nyanza, où plusieurs mines ont sauté dans la semaine. La situation reste donc très tendue, notamment dans les écoles où des élèves seraient à couteaux tirés...Appel aussi pour la démission des sous-préfets du Bugesera... Hier encore des maisons ont brûlé dans les collines de Kanzenze. Le retour n'est donc pas pour demain. Les réfugiés sont dénués de tout. L'aide alimentaire arrive au compte-gouttes. Hier à Nyamata, il restait un sac de haricots. »

215/ Afrique soir (1992 JAF 0077 D)

P = Diane Shenouda

P : Les associations humanitaires reviennent d'une nouvelle mission d'évaluation dans le Bugesera, où des violences ont éclaté la semaine dernière. Le bilan des morts et des réfugiés a été réévalué à la hausse. Et la situation alimentaire et sanitaire sur place est extrêmement critique.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé à midi

- Journaux Afrique du 18 mars 92 (1992 JAF 0078)

216/ Afrique midi (1992 JAF 0078 C)

P = Edmond Sadaka

P : L'association rwandaise des droits de l'homme. Son président Alphonse Nkubito vient tout juste de rendre public un nouveau bilan des violences du mois de mars. Alphonse Nkubito, qui est aussi procureur général à la Cour d'appel de Nyanza, livre son opinion sur l'origine des violences.

Itw d'Alphonse Nkubito (Monique Mas) :

« ...

(Q. de M.M. : Quelle analyse faites-vous de l'origine de ces violences ?)
Je peux peut être vous dire quatre causes immédiates. Il y a eu un message radiodiffusé, un message qui ravivait les haines ethniques...qui qualifiait un parti de parti de rebelles. Il y avait aussi par la suite un tract invitant la population du Bugesera à ne pas laisser s'échapper les Tutsis et donc il fallait les massacrer. Et on ne connaît pas encore l'origine de ce tract...D'autre part, il y a eu certains jeunes tutsis qui sont allés au Burundi et la population croyait qu'ils allaient probablement rejoindre les rangs des Inkotanyi du FPR. Dans la suite, il y a eu un meeting du parti libéral. Le parti libéral s'attaquait au bourgmestre de la commune de Kanzenze, à cause de ses discours très souvent incendiaires attisant les haines raciales. D'ailleurs notre association avait porté plainte contre lui au mois d'octobre dernier, parce que tout ce qu'il disait, c'était vraiment inviter la population à s'entretuer. Et quand il y a eu ce meeting, le bourgmestre n'a pas tardé à se venger. Et il y a des gens qui auraient cru qu'il y a une troisième force extrémiste du régime actuel, qui veut retarder le processus démocratique...Ce sont des hypothèses qui ne sont pas vérifiées... Personnellement, je n'attribue pas ça au gouvernement actuel... »

217/ Afrique soir (1992 JAF 0078 D)

P = Edmond Sadaka

T = Le Rwanda fait appel à une aide internationale d'urgence pour faire face à sa difficile situation actuelle.

P : Un appel portant sur un peu plus de 16 millions de dollars, destinés aux 700 000 personnes déplacées par la guerre dans le nord du pays et par les événements récents dans le sud. L'inquiétude des élites de Kigali face aux récents massacres dans la région du Bugesera. Plusieurs centaines de personnalités rwandaises viennent d'adresser une lettre au chef de l'Etat. Elle demande l'intervention rapide du

gouvernement. Ecoutez l'un des signataires de cette lettre, Charles Kalinijabo, doyen de la Faculté de droit.

Itw de Charles Kalinijabo (Nicolas Baliqie) :

« On craignait qu'après les événements, il puisse avoir un dérapage. Mais tout de suite, les autorités ont essayé d'intervenir un peu partout. Pour l'instant, il y a un calme relatif dans le pays.

(Q. de N.B. : vous reprochez pour l'instant la neutralité de ces autorités. Vous pensez qu'elles sont impliquées dans ce qui se passe actuellement, impliquées directement ?)

Non. Mais on a demandé dans cette lettre qu'une enquête soit menée pour établir les responsabilités de chacun. »

- Journaux Afrique du 24 mars 92 (1992 JAF 0084)

218/ Afrique soir (1992 JAF 0084 D)

P = Edmond Sadaka

P : Alors que les affrontements se poursuivent, les partis de l'opposition montent au créneau. Une délégation de l'opposition rwandaise se trouve à Paris. Elle va s'entretenir avec les autorités françaises afin de les prier d'intervenir pour que soit mis fin aux massacres.

Itw de Justin Mugenzi (Théo Karabayinga):

« Nous nous trouvons actuellement dans une phase de notre histoire où les droits de l'homme, où la personne humaine est devenue une banalité. On peut tuer, on peut malmenier, on peut détruire la vie humaine sans se soucier de quoi que ce soit. Nous lançons un appel pressant aux organisations internationales et aux pays amis et à la communauté internationale pour qu'ils volent au secours de ce pays en danger de destruction totale, en faisant énergiquement pression sur le gouvernement rwandais afin qu'il arrête immédiatement son plan de massacre des innocents et qu'il punisse les coupables à tous les niveaux. Je suis venu à Paris pour ça. Je voudrais rencontrer les autorités françaises... »

Avril 1992

P = présentateur
T = titres du journal

- Journaux Afrique du 03 avril 92 (1992 JAF 0094)

219/ Afrique matin (1992 JAF 0094 B)

P = Danielle Lefèvre
T = Mise en place du gouvernement d'union nationale conformément à l'accord du 13 mars. C'est un leader de l'opposition qui devient Premier ministre, Nsengiyaremye Dismas.

Pap. d'Addala Benraad :

Portrait

"A 47 ans, Nsengiyaremye Dismas est à la tête de la commission « Programme et étude » au comité directeur du MDR. Docteur vétérinaire, il a suivi ses études à l'Université de Bruxelles... Il n'a aucune expérience politique. On peut s'interroger. Pour le MDR l'a choisi ? A cela, le mouvement répond qu'il est considéré comme un modéré. Et face à l'utilisation des haines ethniques et des antagonismes régionaux entre le nord et le sud, il paraît le seul susceptible de négocier sérieusement la fin de la guerre. Il n'a aucun préjugé sur les problèmes ethniques, sans doute, car originaire du centre du pays, une région où Hutus et Tutsis vivent en bonne intelligence... »

Itw de Félicien Gatabazi, président du parti socialiste-démocratique :

«Bon, nous étions nous-mêmes à la course à ce poste. Mais nous avons déjà indiqué que si le Premier ministre était choisi dans l'opposition, nous serions d'accord pour participer au gouvernement. Par conséquent, nous sommes satisfaits... »

220/ Afrique midi (1992 JAF 0094 C)

P = Yves Rocle
T = Nomination d'un nouveau Premier ministre issu de l'opposition.

Pap. de Ian Noble :

"La nomination du nouveau Premier ministre confirme l'accord du 13 mars entre l'opposition et l'ex-parti unique pour un gouvernement de transition, qui a pour tâche d'organiser des élections communales et législatives dans un délai d'un an. Il devrait aussi essayer de résoudre le problème de la guerre avec le FPR, s'occuper du

retour des réfugiés et tenter de rétablir la sécurité dans le pays... Le nouveau Premier ministre est un homme de consensus, acceptable pour le président Habyarimana... Dismas Nsengiyaremye est considéré comme un moderniste, c'est-à-dire au dessus des conflits ethniques même s'il appartient à la majorité hutue au pouvoir... Reste à savoir comment seront partagés les portefeuilles... »

- Journaux Afrique du 04 avril 92 (1992 JAF 0095)

221/ Afrique matin (1992 JAF 0095 B*)

P = Nicolas Baliqye

T = Un nouveau Premier ministre qui place son mandat sous le signe de la paix.

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre rwandais (Sophie Malibeaux) :
« Nous pensons que nous devons négocier la paix avec le FPR mais aussi assurer la sécurité dans le pays et mettre en place des mécanismes qui permettent à notre population de se sentir chez elle et d'exercer librement ses droits. Ce n'est qu'à ces conditions qu'on pourra organiser des élections libres et honnêtes... »

- Journaux Afrique du 17 avril 92 (1992 JAF 0108)

221/ Afrique matin (1992 JAF 0108 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Formation du gouvernement de transition avec un savant dosage entre l'ancien parti unique et les principaux mouvements d'opposition.

P : Le Premier ministre a mis deux semaines pour former son gouvernement de transition. Il est composé de 19 membres dont 3 femmes.

Pap. de Monique Mas :

«Le MDR obtient trois portefeuilles, et notamment ceux des Affaires étrangères et de l'Information... Trois portefeuilles aussi pour le parti libéral qui obtient le ministère de la Justice... Il a par ailleurs annoncé la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat. Le parti libéral prend aussi en charge le portefeuille du Travail et des Affaires sociales. Il est confié à l'unique Tutsi du gouvernement et comporte un département « réfugiés » de première importance. Pour sa part, le parti social-démocrate prend trois portefeuilles et le parti démocrate-chrétien, un seul. De son côté, le parti au pouvoir dispose de neuf portefeuilles. Il conserve ceux de l'Intérieur et de la Défense, secteurs que le Premier ministre entend assainir, avec au programme une

réorganisation de l'armée et de la gendarmerie. Quant à la priorité majeure de ce gouvernement, ce sera bien sûr de négocier la paix avec le FPR... »

222/ Afrique midi (1992 JAF 0108 C)

P = Yves Rocle

T = Pas de Rwanda dans les titres

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre rwandais (Monique Mas) :

«La priorité du programme gouvernemental est la négociation de la paix. Nous allons aborder ce problème en étant tout à fait ouvert et en ayant des discussions franches et directes avec le FPR. Par le passé, on passait toujours par un médiateur...Nous avons convié toutes les forces politiques et morales de ce pays à nous appuyer dans ces négociations...»

(Q. de M.M. : lorsque vous parlez d'associer les forces sociales et morales aux forces politiques pour négocier la paix, à qui faites-vous allusion ?)

Je fais allusion aux partis politiques, aux Eglises, aux associations de bienfaisance ou autres organismes non étatiques. »

- Journaux Afrique du 18 avril 92 (1992 JAF 0109)

223/ Afrique matin (1992 JAF 0109 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le nouveau gouvernement prêt au dialogue avec l'opposition armée, le FPR. Autre priorité, le règlement du problème des centaines de milliers de Rwandais en exil. Le Premier ministre est l'invité de RFI Plus juste après ce journal.

P : La priorité du Premier ministre, c'est la réconciliation intérieure avec notamment des discussions directes, sans intermédiaire, avec le FPR... Autre priorité, les réfugiés contraints à l'exil depuis trente ans. Un département « réfugiés » a été créé au sein du ministère du Travail et des Affaires sociales, un portefeuille confié à Landoald Ndasingwa, vice-président du parti libéral.

Itw de Landoald Ndasingwa, vice-président du parti libéral (Monique Mas) :

« Il faut reconnaître le droit à la nationalité à tous les Rwandais. C'est-à-dire que tous ces réfugiés devraient pouvoir se faire octroyer rapidement des passeports rwandais. Et que ceux qui veulent venir, soit en visite, soit pour s'établir, puissent le faire en toute liberté. Deuxièmement, il faut rétablir rapidement la sécurité intérieure du pays, de manière que le Rwanda soit sécuritaire et attirant, non seulement pour les Rwandais de l'intérieur mais aussi pour les gens de l'extérieur. Troisièmement, je crois qu'il est important de préparer les esprits à accueillir ces réfugiés par les

médias, par les enseignements de tout genre, en associant par exemple les Eglises. Enfin, à mon avis, il ne faut pas regrouper des réfugiés dans des camps. Il faut trouver une méthode de les intégrer dans la population, de manière à ne pas créer encore de futurs foyers de tensions, d'isolement et d'ostracisme par la suite. »

224/ Afrique midi (1992 JAF 0109 C)

P = Yves Rocle

T = Le nouveau gouvernement de transition est à pied d'œuvre. Sa priorité, et le Premier ministre l'a dit hier sur notre antenne, c'est la réconciliation intérieure qui passe notamment par des discussions directes avec le FPR. L'un des enjeux de ces négociations, le sort des centaines de milliers de Rwandais contraints à l'exil depuis trente ans...

Itw de Landoald Ndasingwa, vice-président du parti libéral (Monique Mas) :
Diffusée le matin

P : Cette information diffusée par les autorités de Kigali. 70 rebelles du FPR auraient été tués hier lors d'affrontements avec l'armée régulière dans le nord-ouest du pays, une région où les combats se poursuivent aujourd'hui puisque, selon la même source, les rebelles continuaient ce matin de bombarder la ville de Kidaho.

- Journaux Afrique du 23 avril 92 (1992 JAF 0114)

225/ Afrique soir (1992 JAF 0114 D)

P = Edmond Sadaka

P : Le général président Habyarimana annonce son départ de l'armée. Après 29 ans de service, il décide de se conformer à la loi interdisant aux militaires d'adhérer à des partis politiques.

Pap. de Monique Mas :

« Le général en retraite Habyarimana pourra donc aller à la présidentielle de 93 comme candidat du MRND. Mais comme président du Rwanda, Juvénal Habyarimana reste le chef suprême des armées. Par ailleurs, le portefeuille de la Défense est resté aux mains du MRND... Nul doute donc que le président Habyarimana, avec ou sans uniforme, demeure pour l'essentiel aux commandes de l'armée. Il s'apprête d'ailleurs à faire passer une loi, créant un état-major particulier du président de la République. Un état-major dont l'étendue des pouvoirs inquiète beaucoup l'opposition. Celle-ci est désormais partie prenante d'un gouvernement de transition, qui s'est donné pour première mission de négocier la paix avec le FPR. Le FPR, qui tient congrès, et qui n'a toujours pas réagi au discours programme du

nouveau Premier ministre, issu de l'opposition. Or, depuis vendredi dernier, des combats importants ont repris au nord-ouest du pays. Reste à savoir à qui en revient l'initiative. Mais, en tout cas, il est clair que si le gouvernement de transition et le FPR négocie la fin de la guerre, et bien, le président Habyarimana risque, lui, de n'en tirer aucun bénéfice politique. »

- Journaux Afrique du 24 avril 92 (1992 JAF 0115)

226/ Afrique matin (1992 JAF 0115 A)

P = Danielle Lefèvre

P : A y bien regarder, cet au revoir à l'armée n'a rien à voir avec un adieu à la politique. Cela lui ouvre en effet les portes de l'élection présidentielle de l'an prochain. En tant que civil, Juvénal Habyarimana pourra briguer tous les mandats qu'il voudra, avec, qui plus est, toujours un œil sur l'armée.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir.

Extrait diffusé :

« Nul doute que le président Habyarimana, avec ou sans uniforme, demeure pour l'essentiel aux commandes de l'armée. Il s'apprête d'ailleurs à faire passer une loi, créant un état-major particulier du président de la République. Un état-major dont l'étendue des pouvoirs inquiète beaucoup l'opposition. Celle-ci est désormais partie prenante d'un gouvernement de transition, qui s'est donné pour première mission de négocier la paix avec le FPR. Le FPR, qui tient congrès, et qui n'a toujours pas réagi au discours programme du nouveau Premier ministre, issu de l'opposition. Or, depuis vendredi dernier, des combats importants ont repris au nord-ouest du pays. Reste à savoir à qui en revient l'initiative. Mais, en tout cas, il est clair que si le gouvernement de transition et le FPR négocie la fin de la guerre, et bien, le président Habyarimana risque, lui, de n'en tirer aucun bénéfice politique. »

- Journaux Afrique du 25 avril 92 (1992 JAF 0116)

227/ Afrique soir (1992 JAF 0116 D)

P = Nicolas Balique

P : Six personnes grièvement blessées par l'explosion d'une bombe au cœur de Kigali. Et puis cette déclaration des rebelles du FPR, qui ont affirmé aujourd'hui avoir infligé de lourdes pertes aux troupes gouvernementales. Le FPR, qui serait

donc actuellement lancé dans une vaste offensive, affirme avoir repris une centaine de postes à moins d'une centaine de kilomètres de Kigali. Pourtant, dans le même temps, le Premier ministre soumettait un plan d'action aux membres de son gouvernement...

Itw du Premier ministre rwandais Dismas Nsengiyaremye (Monique Mas) :

« Nous avons programmé une série d'actions... à savoir la définition d'un plan de paix, la mise en place d'une commission nationale chargée des négociations et l'appel lancé aux forces politiques et morales du pays pour appuyer le gouvernement dans ses efforts de paix et des contacts avec les pays limitrophes et les pays amis... Le FPR devrait nous faciliter la tâche et nous aider dans cette mission si difficile. Et dans ce cas, on verra vraiment si notre partenaire est de très mauvaise foi et si la marge de manœuvre est réellement étroite. L'important, c'est que le FPR accepte le dialogue et que nous puissions nous mettre autour d'une table pour travailler. Et dans ce cas, on verra qui empêche le progrès dans les négociations. »

- Journaux Afrique du 27 avril 92 (1992 JAF 0118)

228/ Afrique midi (1992 JAF 0118 C)

P = Yves Rocle

T = Le ministre rwandais des Affaires étrangères bientôt au Burundi.

P : Le nouveau ministre rwandais des Affaires étrangères s'apprête à faire un voyage officiel au Burundi... Il reconnaît la très nette dégradation des relations entre les deux pays au cours des derniers mois.

Itw du ministre rwandais des Affaires étrangères (Nicolas Baliq) :

«...Le Rwanda et le Burundi sont deux pays jumeaux, qui ont pratiquement les mêmes problèmes et qui doivent s'entendre... Ces derniers temps, le contact physique entre les autorités des deux pays étaient rompus...

(Q. de N.B. : alors, monsieur le ministre, il y a le problème des camps de réfugiés.

Il y aussi ce problème, je dirais, épineux, du Parmehutu. Le gouvernement de Bujumbura accuse votre gouvernement d'être responsable. Ca va être un problème que vous allez débattre également ?)

Oui, c'est un problème qu'on va débattre. Mais, à ce sujet, la position du gouvernement rwandais est qu'il n'a jamais toléré et qu'il ne tolérera jamais tout acte visant la déstabilisation du Burundi à partir du territoire rwandais. Le gouvernement dément formellement qu'il y ait eu au Rwanda des gens qui se seraient organisés au vu et au su des autorités rwandaises pour attaquer le Burundi. »

P : L'ancien Premier ministre, Stanislas Nanzimana, devient conseiller spécial du président de la République.